



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin décembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-10,6% ▼

59 500 lgts

-3,7% ▼

376 200 lgts

Logements autorisés

Situation à fin décembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

+8,3% ▲

77 100 lgts

+3,1% ▲

482 200 lgts

Commercialisation

Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

-25,2% ▼

5 913 lgts

-30,7% ▼

22 927 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+15,6% ▲

28 908 lgts

+10,0% ▲

115 320 lgts

Prix des logements collectifs

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+3,2% ▲

5 519 €/m²

+5,4% ▲

4 780 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin décembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+10,8% ▲

3 489 mill. m²

+5,0% ▲

26 336 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin décembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+16,3% ▲

4 771 mill. m²

+5,3% ▲

40 083 mill. m²

Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+0,8% ▲

+1,8% ▲

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+6,6% ▲

+7,6% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

=

11,8 semaines

▼

15,7 semaines

Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 1^{er} trimestre 2023

▼

-18

▼

-16

Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 3^e trimestre 2022 (évol 1 an), en M€

+41,5% ▲

46,62 M€

+36,0% ▲

981,36 M€

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité récente

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

15



8

Prévisions d'activité

Pour le 1^{er} trimestre 2023

-49



-33

Carnets de commandes

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

-0,2 mois



8,4 mois

0,1 mois



6,3 mois



Industrie des Matériaux de Construction

Île-de-France

France

Industrie des Matériaux de Construction

Production de Matériaux

Production BPE

Production de BPE en 2022 (évol 1 an), en m3

-6,0%



5 360 221 m3

-4,0%



39 163 896 m3

Production Granulats

Production de Granulats en 2022 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-12,8%



7 510 kt

-4,3%



294 632 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Appareil de production

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 3^e trimestre 2022 (évol 1 an)

0,1%



342 760 sal.

+0,5%



1 545 118 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Déc. 2022 (évol 1 an)

-4,3%



24 493 ETP

-2,8%



142 773 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

-7,9%



39 087 DEFM

-11,5%



213 639 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises dans la construction

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+19,0%



5 651 créations

+11,4%



25 988 créations

Défaillances d'entreprises de Construction

Au 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+40,3%



581 défaillances

+39,6%



2 456 défaillances

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

UNE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS EN BAISSÉ SUR L'ANNÉE 2022

Sur l'ensemble de l'année 2022, 59 500 logements ont été mis en chantier en Île-de-France, soit 10,6% de moins qu'en 2021. Cette baisse s'observe particulièrement sur le segment des logements collectifs (-12,4%), principal marché en Île-de-France, et sur celui des logements individuels groupés (-7,2%), alors que celui des logements individuels purs est en hausse (+6,1%). Sur la même période, 77 100 logements ont été autorisés en région, soit 8,3% de plus qu'en 2021. Cette hausse concerne les logements individuels groupés (+12,6%) et les logements collectifs (+10,4%) alors que les autorisations de logements individuels purs ont diminué (-10,9%).

Si l'on compare aux 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020), le nombre de logements commencés a diminué de 19,2% et celui de logements autorisés de 4,6%.

Au niveau national, à fin décembre 2022, la situation est très variable. Le nombre de logements commencés est en hausse dans les régions situées au Nord du pays : de +0,7% dans le Grand Est à +18,7% en Centre-Val de Loire, hormis dans les Hauts-de-France (-9,3%) et en Île-de-France (-10,6%). Il est en baisse dans la moitié Sud du pays : de 4,7% en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 16,7% en Corse.

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2022 Evol 1 an		
Total logements commencés	59 500 lgts	-10,6%	▼
Dont individuels purs	5 900 lgts	+6,1%	▲
Dont individuels groupés	2 400 lgts	-7,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	51 200 lgts	-12,4%	▼
Total logements autorisés	77 100 lgts	+8,3%	▲
Dont individuels purs	6 500 lgts	-10,9%	▼
Dont individuels groupés	3 800 lgts	+12,6%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	66 800 lgts	+10,4%	▲

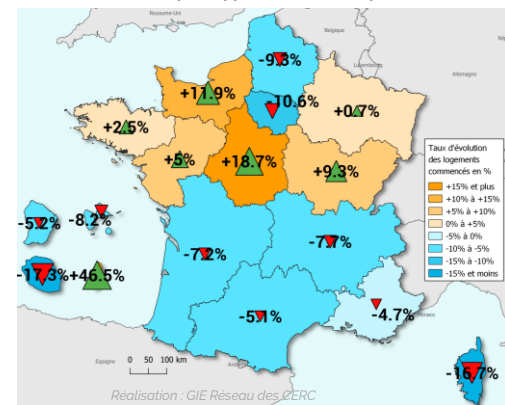
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2022

59 500 logements

-10,6% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin décembre 2022
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



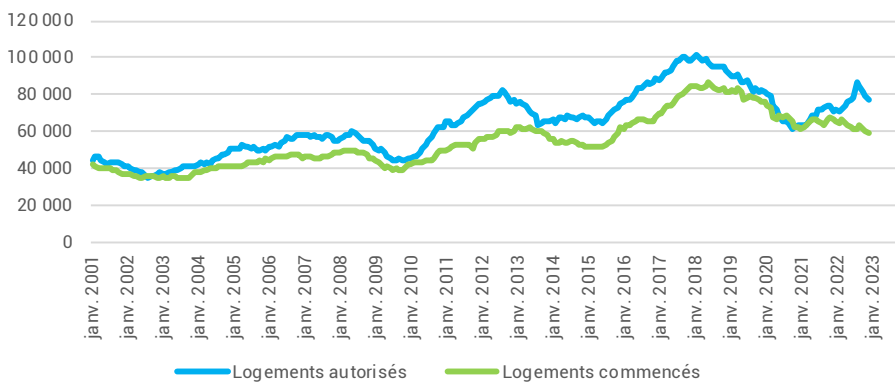
AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2022

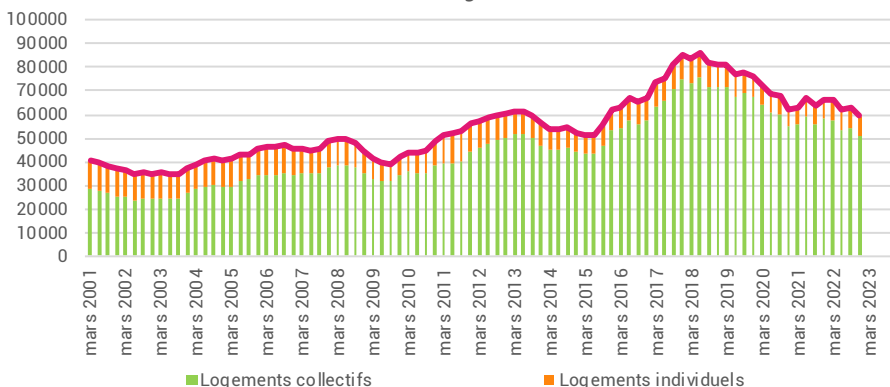
77 100 logements

+8,3% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Construction neuve de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



Mises en chantier de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



Avertissement : dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

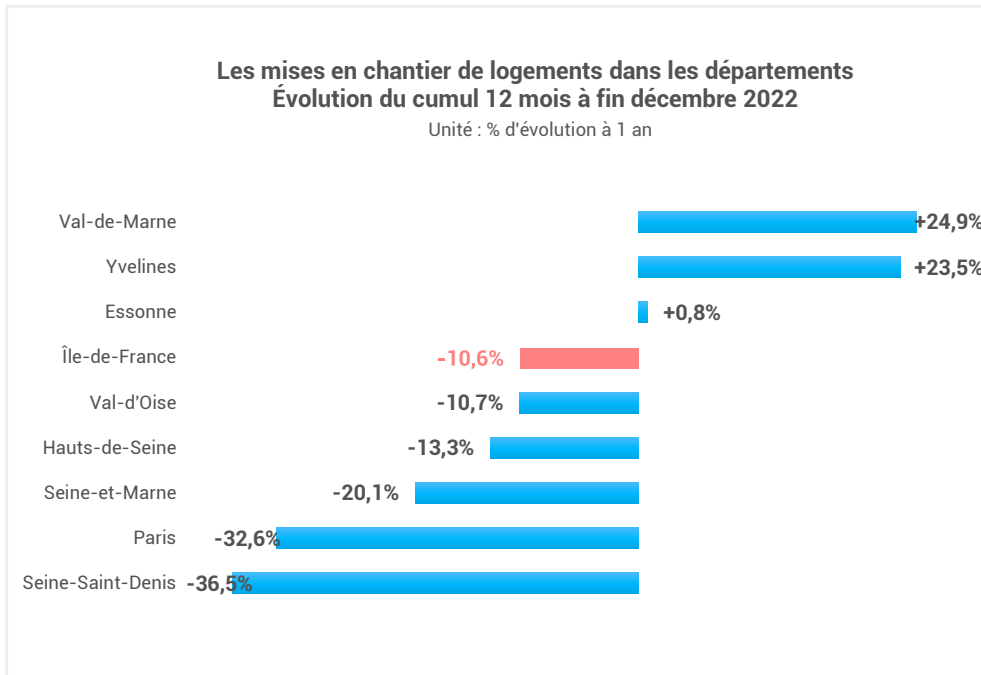
Par ailleurs, si les estimations des autorisations sont solides, celles des logements commencés comportent une part d'incertitude non négligeable du fait des perturbations des délais d'ouverture de chantier depuis la crise sanitaire. Les estimations des mises en chantier présentées dans cette publication sont donc susceptibles de donner lieu à des révisions significatives.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin janvier 2023



Bâtiment - Construction neuve

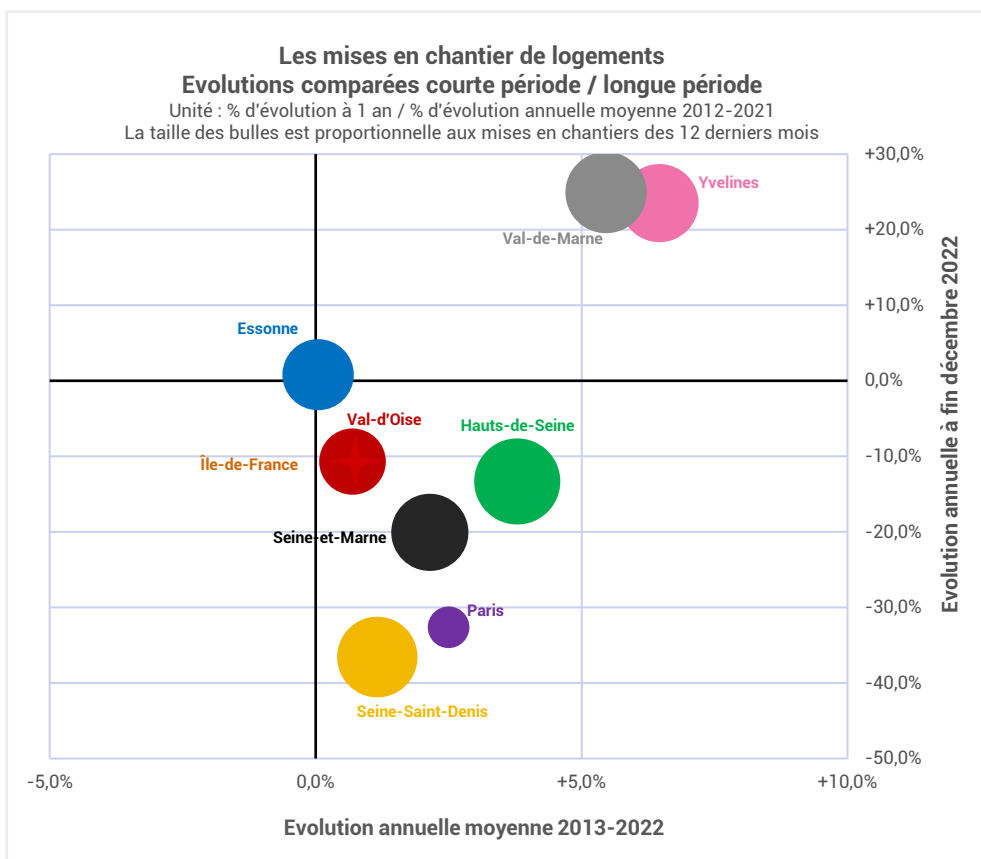
Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction



Une baisse de la construction neuve de logements observée dans cinq des départements franciliens

A l'échelle régionale, le nombre de logements commencés est en baisse sur l'année 2022 (-10,6%) par rapport à 2021. Cette tendance est représentative de la situation observée dans cinq des départements franciliens ; la baisse allant de 10,7% dans le Val-d'Oise à 36,5% en Seine-Saint-Denis. A l'opposé, la production de logements augmente fortement dans les Yvelines (+23,5%) et dans le Val-de-Marne (+24,9%). Les mises en chantier sont relativement stables dans le département de l'Essonne (+0,8%).

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue périodes des mises en chantier de logements par département montrent que les départements connaissant les plus fortes hausses sur l'année 2022 (Yvelines et Val-de-Marne) sont ceux qui enregistrent également les plus fortes hausses sur longue période.



Note de lecture du graphique ci-contre :
Dans les Hauts-de-Seine, les mises en chantier de logements cumulées sur l'année 2022 ont diminué de 13,3%. A l'inverse, sur longue période (2013-2022), en moyenne, la production annuelle de logements dans ce département est en hausse de 3,8% par an.
La taille des bulles est proportionnelle aux nombres de logements commencés au cours de l'année 2022.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin janvier 2023

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS : UNE BAISSÉ DES MISES EN VENTE ET DES RÉSERVATIONS EN 2022

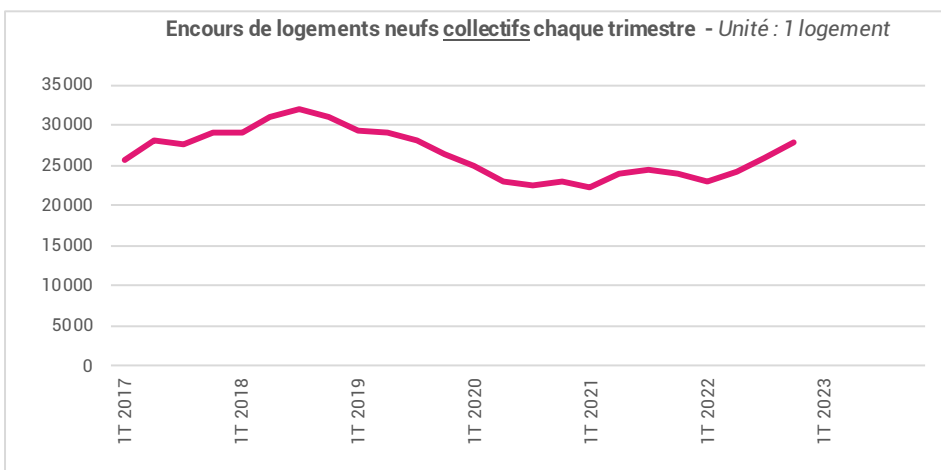
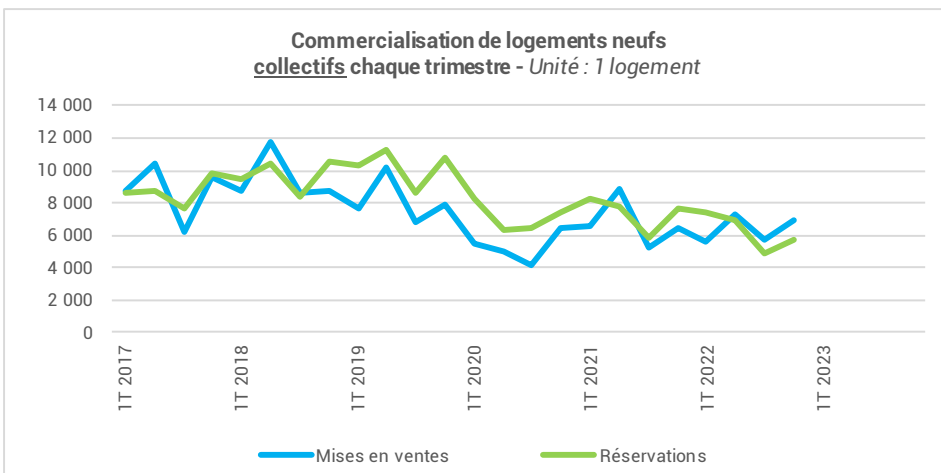
Au 4ème trimestre 2022, l'Île-de-France voit ses mises en vente de logements **collectifs** destinés à des particuliers augmenter (6 879 logements, soit +7% par rapport au 4ème trimestre 2021), alors que, dans le même temps, les réservations diminuent fortement (-25,1%), représentant 5 700 logements.

Cumulées sur l'ensemble de l'année 2022, les mises en vente et les réservations sont en repli : respectivement de 6,1% et 15,2%.

L'encours, d'appartements proposés à la vente à la fin de l'année 2022 atteint 27 719 logements. Il augmente de 15,3% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le prix moyen au mètre carré des appartements vendus en région continue d'augmenter : +3,2% au 4ème trimestre 2022 par rapport au 4ème trimestre 2021, atteignant 5 519 €.

La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers	4° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	6 879 lgts	+7,0%	▲
Réservations ⁽²⁾	5 700 lgts	-25,1%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	27 719 lgts	+15,3%	▲
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	15,9 mois	+5,1 mois	▲
Prix des logements collectifs	5 519 €/m ²	+3,2%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	25 468 lgts	-6,1%	▼
Réservations	24 947 lgts	-15,2%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	5 466 lgts	-0,0%	=



RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 4e TRIM. 2022

24 947 logements

-15,2% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

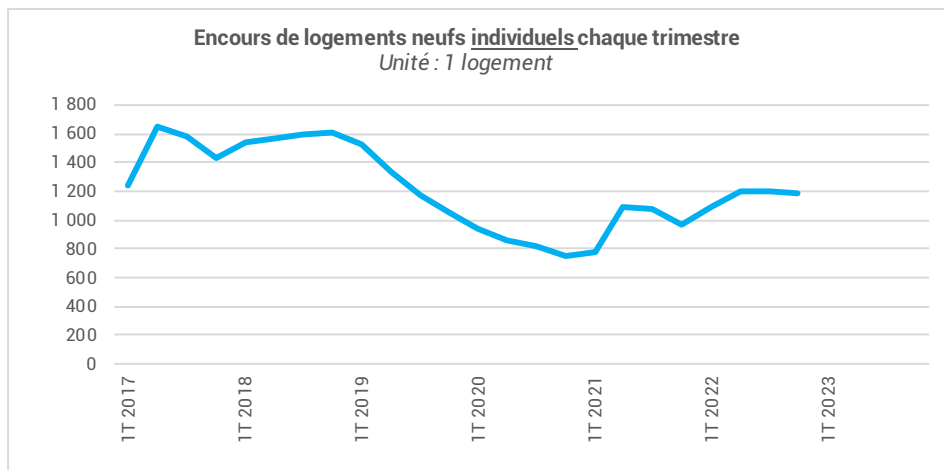
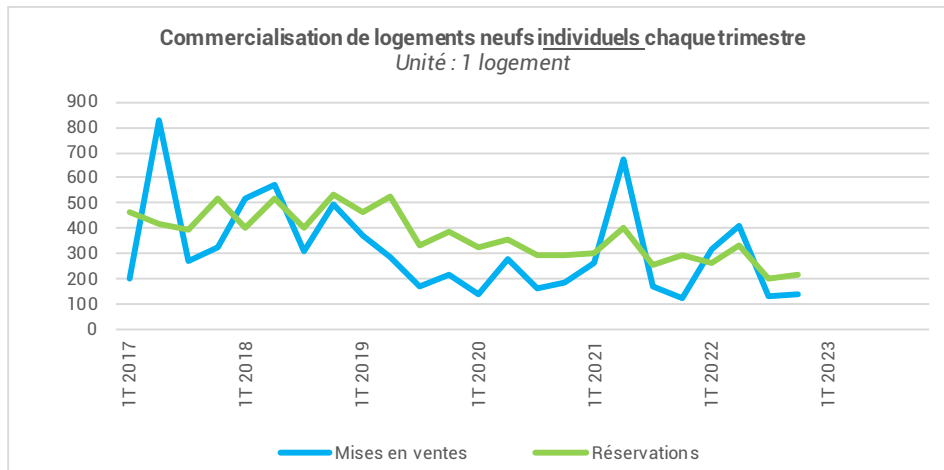
COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS : UNE BAISSÉ PLUS IMPORTANTE QUE SUR LE MARCHÉ DES LOGEMENTS COLLECTIFS

Au 4^{ème} trimestre, les mises en vente de logements **individuels** destinés à des particuliers augmentent en Île-de-France : +8,7% par rapport au 4^{ème} trimestre 2021, toute proportion gardée par rapport au marché du collectif. Dans le même temps, les réservations diminuent (-26,6%). Cumulées sur l'ensemble de l'année 2022, les mises en vente et les réservations sont en baisse, respectivement de 19,5% et 19,4%.

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à la fin de l'année 2022 augmente de 22,7% par rapport à la même période de l'année précédente, soit 1 189 maisons disponibles.

Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au 4^{ème} trimestre 2022 en région diminue par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 ; il est en moyenne de 426 456 €.

La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers	4 ^º trimestre 2022 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	137 lgts	+8,7%	▲
Réservations ⁽²⁾	213 lgts	-26,6%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	1 189 lgts	+22,7%	▲
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	17,1 mois	+6,6 mois	▲
Prix des logements individuels	426 456 €/lot	-2,4%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	992 lgts	-19,5%	▼
Réservations	1 008 lgts	-19,4%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	264 lgts	+4,3%	▲



RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 4^e TRIM. 2022

1 008 logements

-19,4% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UNE CONSTRUCTION DE LOCAUX NEUFS EN HAUSSE SUR L'ANNÉE 2022

En Île-de-France, sur l'ensemble de l'année 2022, les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élevaient à près de 3,5 millions de m², soit une hausse de 10,8% par rapport à l'année 2021. Dans le même temps, les surfaces autorisées ont augmenté encore plus fortement (+16,3%), atteignant près de 4,8 millions de m².

Si l'on compare aux 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020), les surfaces de locaux commencés et autorisés au cours de l'année 2022 sont inférieurs de respectivement 1,1% et 9,3%.

Au niveau national, la situation est contrastée. La majorité des régions connaît une hausse des surfaces de locaux mis en chantier en 2022 par rapport à 2021 (allant de 4,3% en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 64,2% en Centre-Val de Loire). A l'inverse, les régions du Sud-Ouest ainsi que celles du Nord-Est et la Bretagne enregistrent une baisse (allant de 1,3% à 12%).

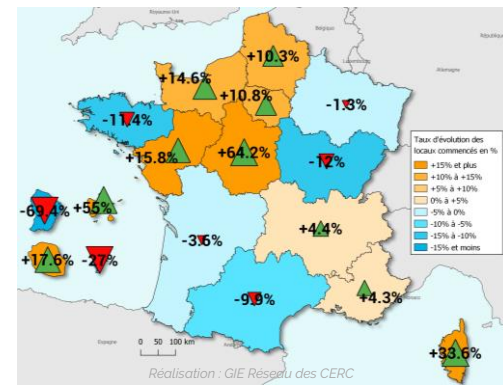
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2022

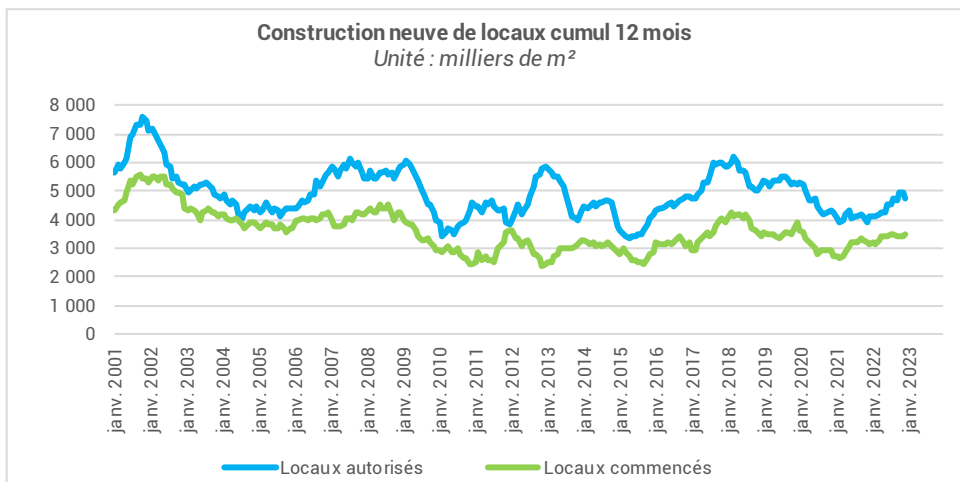
3 489 milliers de m²

+10,8% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin décembre 2022
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2022 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	3 489 mill. m ²	+10,8%	▲
Total locaux autorisés	4 771 mill. m ²	+16,3%	▲



AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2022

4 771 milliers de m²

+16,3% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UNE HAUSSE DE LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX EN 2022
PORTÉE PAR LE SECTEUR PRIVÉ

Globalement, les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier en Île-de-France ont augmenté de 10,8% en 2022 par rapport à 2021. La hausse de la production de locaux du secteur privé (+14,7% hors bâtiments agricoles, +35,5% pour les bâtiments agricoles) a plus que compensé la baisse enregistrée dans le secteur public (-5,1%). On note cependant qu'au sein du secteur privé, les bureaux, marché important en Île-de-France, ont enregistré une forte baisse (-22,9%), le marché des entrepôts devenant le plus porteur sur l'année 2022, avec un doublement des surfaces commencées.

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, elles sont en hausse de 16,3% globalement en région en 2022 par rapport à 2021. Cette tendance s'observe sur l'ensemble du secteur privé non agricole (+25,8% en moyenne), excepté pour les hébergements hôteliers. En revanche, le niveau des autorisations est en baisse pour les bâtiments agricoles (-25,8%) et le secteur public (-3,6%).

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2022 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	3 489 mill. m²	+10,8%	▲
Bâtiments agricoles	121 mill. m²	+35,5%	▲
Secteur privé non agricole	2 687 mill. m²	+14,7%	▲
Dont locaux industriels	254 mill. m ²	+11,1%	▲
Dont commerces	447 mill. m ²	+35,9%	▲
Dont bureaux	818 mill. m ²	-22,9%	▼
Dont entrepôts	901 mill. m ²	+106,6%	▲
Dont autres locaux	267 mill. m ²	-7,6%	▼
Secteur public	681 mill. m²	-5,1%	▼

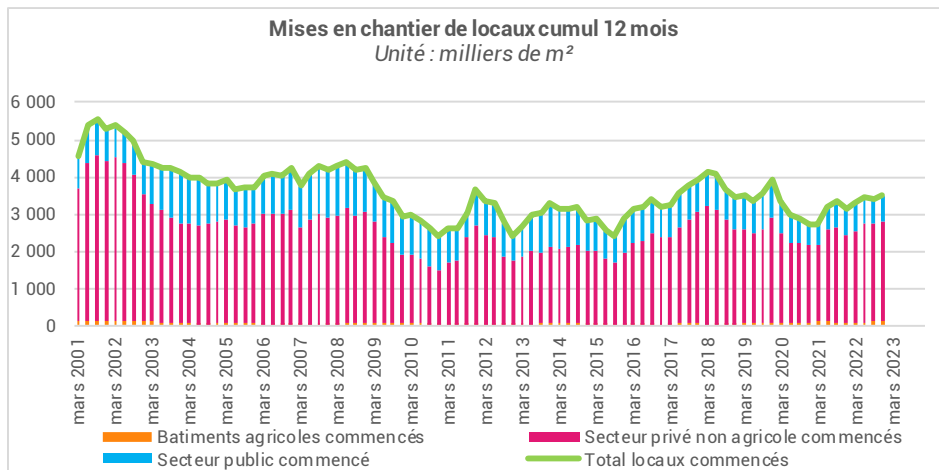
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2022

3 489 milliers de m²**+10,8%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2022 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 771 mill. m²	+16,3%	▲
Bâtiments agricoles	154 mill. m²	-25,8%	▼
Secteur privé non agricole	3 690 mill. m²	+25,8%	▲
Dont locaux industriels	464 mill. m ²	+26,0%	▲
Dont commerces	513 mill. m ²	+34,8%	▲
Dont bureaux	1 263 mill. m ²	+26,9%	▲
Dont entrepôts	1 084 mill. m ²	+35,2%	▲
Dont autres locaux	365 mill. m ²	-5,5%	▼
Secteur public	927 mill. m²	-3,6%	▼

AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2022

4 771 milliers de m²**+16,3%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

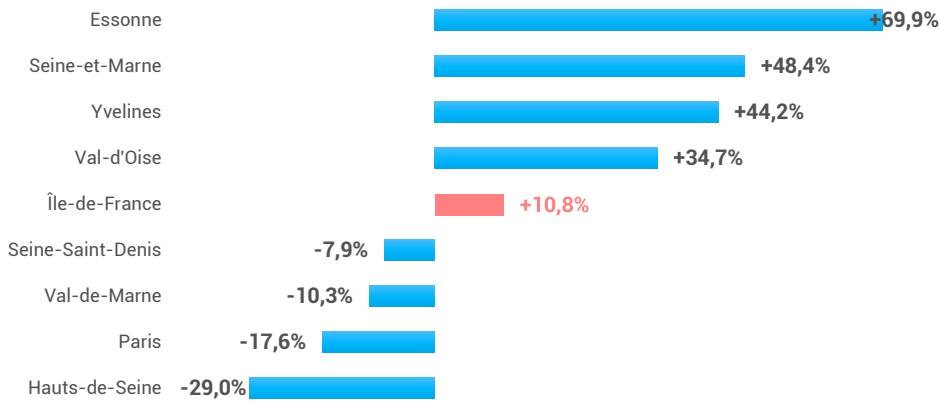


Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin décembre 2022

Unité : % d'évolution à 1 an



De fortes disparités territoriales en termes de construction de locaux neufs

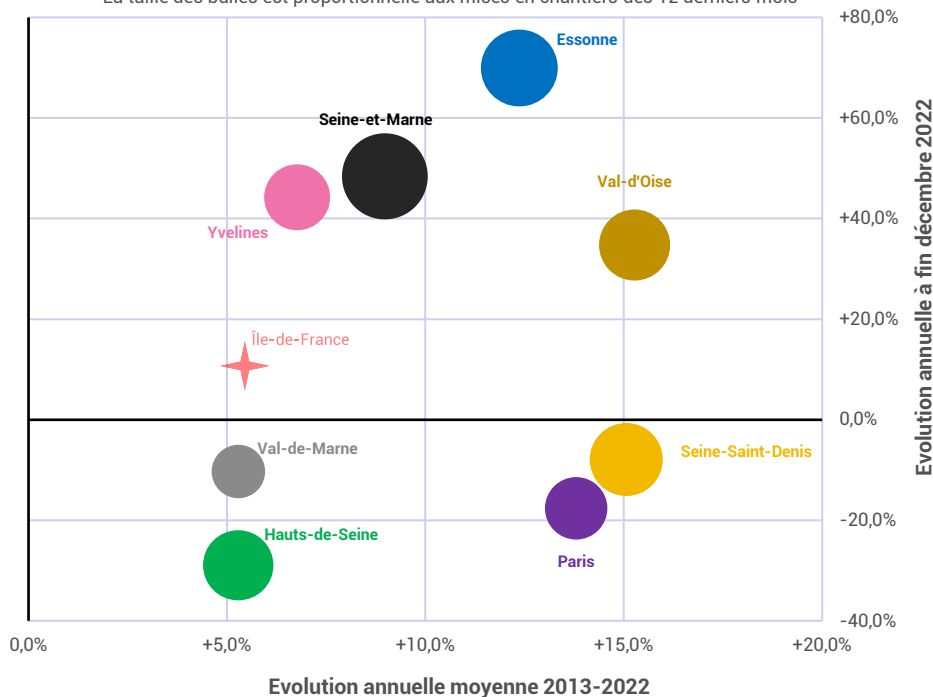
Les mises en chantier de locaux enregistrent des évolutions très contrastées selon les différents départements d'Île-de-France.

Sur les 12 derniers mois à fin décembre 2022, les surfaces commencées ont augmenté de 10,8% en moyenne sur l'ensemble de la région. Cet indicateur cache de fortes disparités et constitue en fait une moyenne de valeurs extrêmes. En effet, alors que l'Essonne, la Seine-et-Marne, les Yvelines et le Val-d'Oise connaissent de fortes hausses de la production de locaux (respectivement +69,9%, +48,4%, +44,2% et +34,7%), les autres départements enregistrent une baisse, allant de 7,9% en Seine-Saint-Denis à 29% dans les Hauts-de-Seine.

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue périodes des mises en chantier de locaux par département ne permettent pas de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Si certains départements enregistrent de fortes hausses sur l'année 2022 comme sur longue période (l'Essonne, le Val-d'Oise ou encore la Seine-et-Marne), d'autres affichent des moyennes élevées sur longue période mais sont en recul sur l'année 2022 par rapport à 2021 (Paris et la Seine-Saint-Denis).

Les mises en chantier de locaux Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2012-2021
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Note de lecture du graphique ci-contre :

En Seine-Saint-Denis, les mises en chantier de locaux cumulées sur l'année 2022 sont en baisse par rapport à 2021 (-7,9%). À l'inverse, sur longue période (2013-2022), en moyenne, les surfaces de locaux commencés annuellement dans ce département sont en hausse de 15,1% par an.

La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces commencées en 2022.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

ENTRETIEN-RÉNOVATION

LÉGÈRE HAUSSE DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION AU 4ÈME TRIMESTRE 2022

En Île-de-France, 71% des professionnels du Bâtiment considèrent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 4ème trimestre 2022. Cette part reste inférieure à la moyenne nationale (79%).

Les montants facturés par les entreprises de Bâtiment franciliennes pour des travaux d'entretien-rénovation augmentent légèrement, de 0,8% (en volume) au 4ème trimestre 2022 par rapport au 4ème trimestre 2021, contre 1,8% au niveau national.

L'Île-de-France est la région enregistrant la plus faible progression, juste derrière le Grand Est (+1%), les Hauts-de-France (1,2%) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,2%). La hausse dépasse les 2% dans les autres régions et atteint 3,2% dans les Pays de la Loire (cf. carte ci-contre).

La variation en valeur, du fait d'un haut niveau d'inflation, s'élève à +6,6% en Île-de-France (+7,6% à l'échelle nationale).

Par marché, le segment des logements apparaît mieux orienté, avec une hausse de 1,1% en Île-de-France, qui reste toutefois inférieure à la moyenne nationale (+2%) ; les Pays de la Loire et le Centre-Val de Loire enregistrant les plus fortes progressions (+3%).

Le segment des locaux non résidentiels affiche une hausse plus modérée : +0,5% en Île-de-France (+1,4% au niveau national). Sur ce marché, les disparités régionales sont plus marquées, avec une hausse atteignant les 4,2% en Nouvelle-Aquitaine.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	4ème trimestre 2022 - Evol 1 an	
De logements		
Île-de-France	+1,1%	▲
France	+2,0%	▲
De bâtiments non résidentiels		
Île-de-France	+0,5%	▲
France	+1,4%	▲

Sur l'ensemble de l'année 2022, l'activité d'entretien-rénovation a progressé de 0,8% par rapport à 2021 en Île-de-France, soit la plus faible progression enregistrée dans les régions françaises (+2,1% en moyenne au niveau national) ; les autres territoires se situant entre +1,7% (Hauts-de-France) et +3,4% (Pays de la Loire).

FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

UNE HAUSSE ENCORE PLUS MODESTE SUR LE MARCHÉ DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

Le marché plus spécifique de la rénovation énergétique affiche une hausse de 0,5% (en volume) au 4ème trimestre 2022 en Île-de-France par rapport au 4ème trimestre 2021, contre 1,4% au niveau national. Cette progression est encore plus modeste que celle observée pour l'ensemble de l'activité d'entretien-rénovation (+0,8%).

Là encore, l'Île-de-France apparaît en retrait comparativement aux autres régions, tout comme le Grand Est. Sept régions atteignent ou dépassent les 2% de hausse, avec en particulier +2,9% pour le Centre-Val de Loire (cf. carte ci-contre).

En valeur, l'évolution est de +6,3% en Île-de-France (+7,2% à l'échelle nationale).

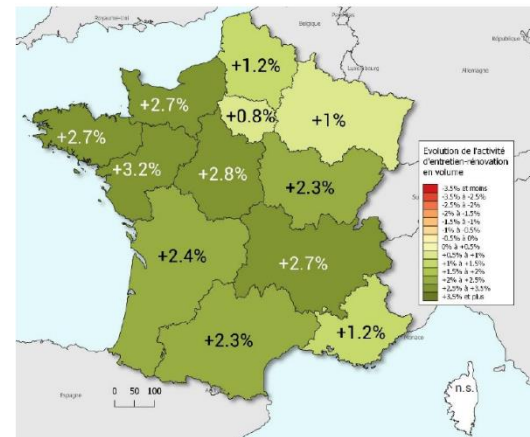
ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 4e TRIM. 2022

+0,8% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 4e TRIM. 2022

+6,6% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

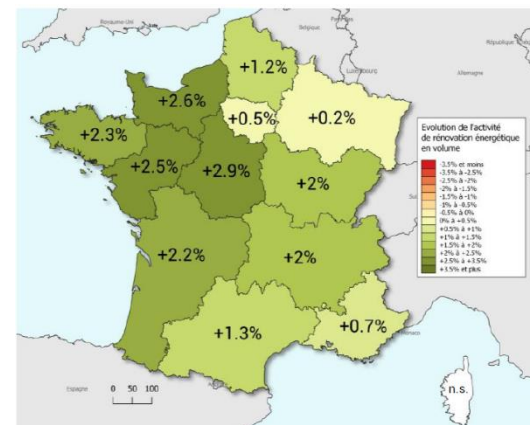
ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 4e TRIM. 2022

+0,5% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 4e TRIM. 2022

+6,3% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé



CARNETS DE COMMANDES

UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES TOUJOURS EN RETRAIT PAR RAPPORT À LA MOYENNE NATIONALE

Avec une moyenne de 11,8 semaines de travail garanties, le niveau des carnets de commandes des entreprises de Bâtiment franciliennes sur le marché de l'entretien-rénovation est stable au 4ème trimestre 2022 par rapport au 4ème trimestre 2021 mais en baisse par rapport au 3ème trimestre 2022. Ce niveau reste toutefois supérieur à celui d'avant crise sanitaire (10,8 semaines au 3ème trimestre 2019).

Malgré un niveau élevé, l'Île-de-France reste la région de France métropolitaine ayant les carnets de commandes les moins bien garnis. La région apparaît toujours en retrait à l'échelle nationale où la moyenne est de 15,7 semaines, chiffre dépassé dans la majorité des régions et atteignant 19,5 semaines en Bretagne.

OPINIONS DES ENTREPRISES

LES PROFESSIONNELS FRANCILIENS RESTENT PESSIMISTES QUANT À L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION AU 1ER TRIMESTRE 2023

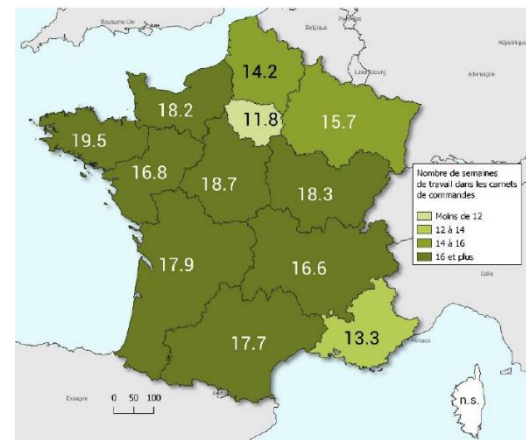
Le solde d'opinion quant au niveau d'activité d'entretien-rénovation prévue pour le 1er trimestre 2023 s'avère à nouveau négatif en région (-18), comme à l'échelle nationale (-16). Ainsi, les professionnels anticipant une baisse d'activité sont plus nombreux que ceux prévoyant une hausse.

La Bretagne est la seule région affichant un solde d'opinion positif (+1), avec 10 points de plus que la région suivante (Centre-Val de Loire à -9). Les Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes enregistrent les soldes d'opinion les plus faibles (respectivement -20 et -21).

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 4e TRIMESTRE 2022

11,8 =
(ÉVOLUTION 1 AN)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 4ème trimestre 2022

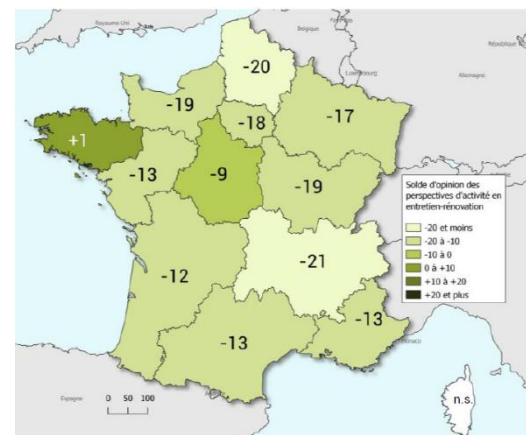


Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

SOLDE D'OPINION* DES PROFESSIONNELS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 1er TRIMESTRE 2023

-18 ▼

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 1er trimestre 2023



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion *

* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation



Bâtiment - Entretien-rénovation

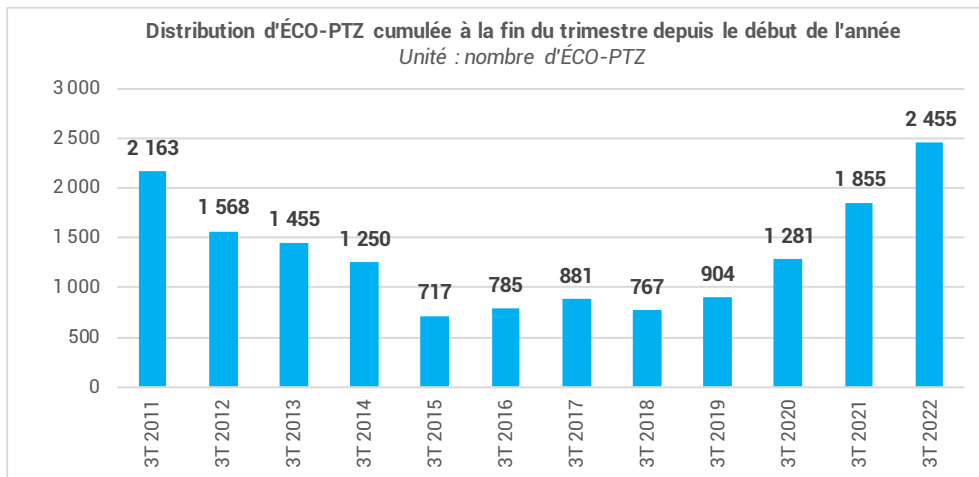
Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

UNE FORTE HAUSSE DU NOMBRE D'ÉCO-PTZ DISTRIBUÉS

Le nombre d'éco-PTZ distribués en Île-de-France continue d'augmenter : +32,3% entre janvier et septembre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente. En termes de travaux réalisés, ces éco-PTZ représentent un volume de 46,62 M€, soit 41,5% de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente. Cette hausse est plus importante qu'au niveau national (+31,9%).

Cette nouvelle progression peut être mise en relation avec le Plan de relance instauré par le gouvernement français avec une place importante accordée à la transition énergétique, dont la rénovation thermique des bâtiments. A noter également un relèvement du plafond de l'éco-PTZ pour les rénovations performantes au 1er janvier 2022.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 ^e trimestre 2022 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	46,62 M€	+41,5%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	2 455 ÉCO-PTZ	+32,3%	▲



LE PTZ+ EN REcul PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

Au 3^e trimestre 2022, le nombre de PTZ+ accordés pour l'achat d'un logement francilien a diminué, à la fois dans l'ancien et dans le neuf.

Dans le neuf, moins de 2 200 prêts ont été délivrés au cours de cette période, soit 21,2% de moins qu'au 3^e trimestre 2021. Cette baisse est à mettre en relation avec le recul des réservations de logements observé dans le même temps.

Toute proportion gardée, la diminution est un peu moins importante dans l'ancien, avec environ 100 prêts accordés au 3^e trimestre 2022, soit 16,1% de moins qu'à la même période de l'année précédente.

Prêts à 0% PTZ+	3 ^e trimestre 2022 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	2 174	-21,2%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	99	-16,1%	▼

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ÉCO-PTZ

DE JANVIER À FIN DU 3^e TRIM. 2022

46,62 M€

+41,5% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

AU 3^e TRIMESTRE 2022

2 174 prêts

-21,2% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ EN HAUSSE POUR LES TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS AU 4ÈME TRIMESTRE 2022 MAIS DES PRÉVISIONS NÉGATIVES

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens sur leur activité du 4ème trimestre 2022 est positif (15). Il y a donc davantage d'entreprises considérant que leur activité était en hausse au cours de ce trimestre que d'entreprises estimant que leur activité était en hausse.

Cette tendance est inverse à celle du 4ème trimestre 2021 (-15) et à celle du 3ème trimestre 2022 (-23). Il est également meilleur que ce que les entreprises avaient anticipé au trimestre précédent.

Avec un solde d'opinion à -49, les anticipations des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens pour le 1er trimestre 2023 sont en revanche fortement négatives.

Avec un solde d'opinion à 0, les chefs d'entreprises de Travaux Publics sont mitigés s'agissant de l'évolution à venir des effectifs salariés permanents ; ils sont pessimistes s'agissant de l'intérim (solde d'opinion à -39).

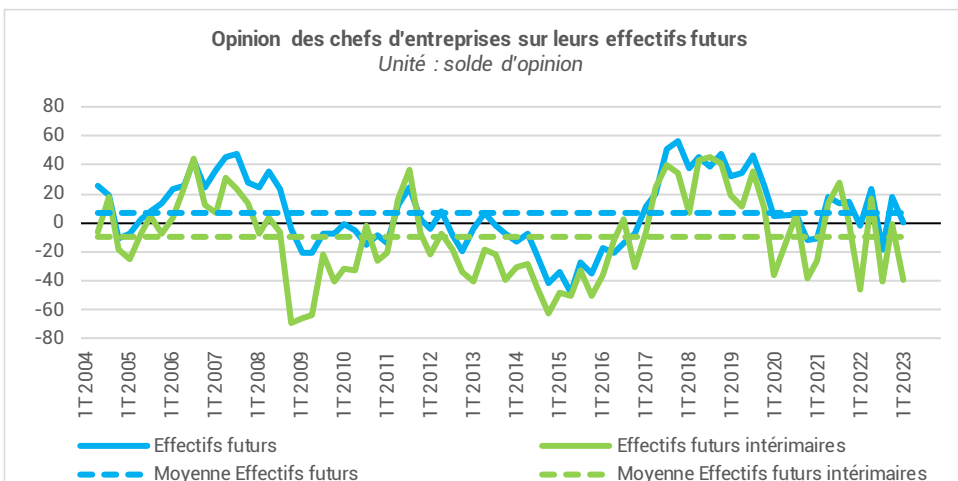
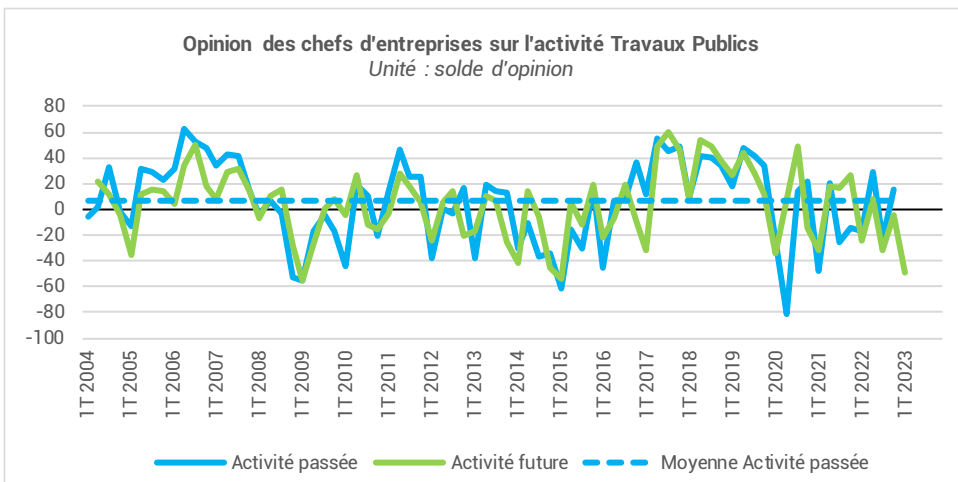
ACTIVITÉ RÉCENTE OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4e TRIMESTRE 2022

15 ▲
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

PRÉVISION D'ACTIVITÉ OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES POUR LE 1er TRIM. 2023

-49 ▼
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 1° trimestre 2023	-49	▼
Activité récente du 4° trimestre 2022	15	▲



Note : Solde d'opinion : écart entre le % des réponses « en hausse » et le % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

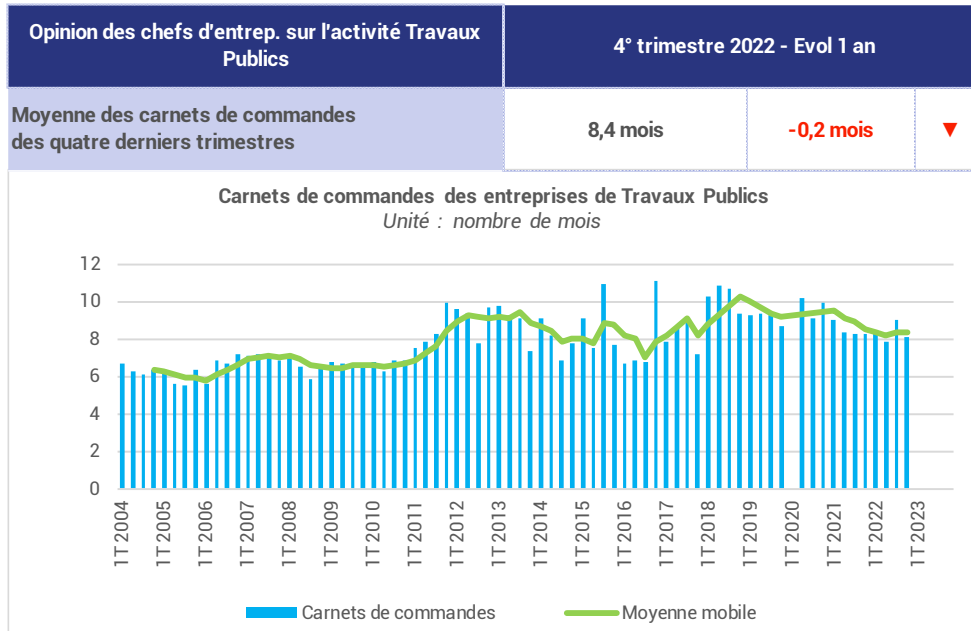
LÉGÈRE BAISSÉ DES CARNETS DE COMMANDES, HAUSSE DES DÉLAIS DE PAIEMENT ET POURSUITE DE LA HAUSSE DES PRIX PRATIQUÉS

Au 4^{ème} trimestre 2022, les carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics franciliennes enregistrent une légère baisse par rapport à la même période de l'année précédente (de 0,2 mois) mais restent toutefois bien garnis : 8,4 mois en moyenne.

S'agissant des délais de paiement, les entreprises considérant que ces derniers ont augmenté sont plus nombreuses que les entreprises estimant qu'ils ont diminué.

Concernant les prix pratiqués, si le solde d'opinion est un peu moins élevé qu'au trimestre précédent, les entreprises estiment que la hausse des prix pratiqués va se poursuivre sur le début de l'année 2023.

CARNETS DE COMMANDES



CARNET DE COMMANDES OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4^e TRIMESTRE 2022

-0,2 mois ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

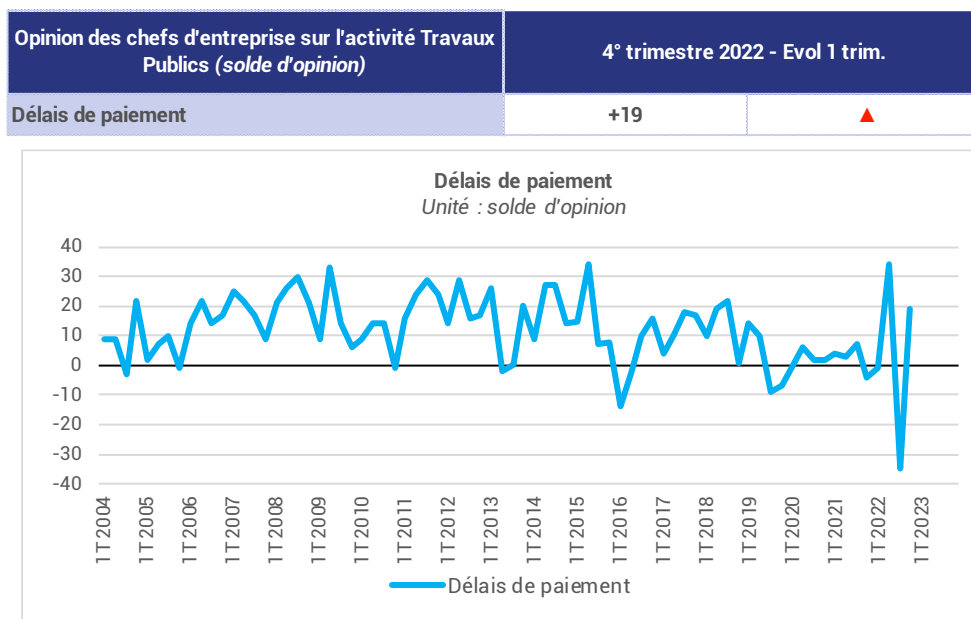
DÉLAIS DE PAIEMENT OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4^e TRIMESTRE 2022

+19 ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

PRIX PRATIQUÉS OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4^e TRIMESTRE 2022

23 ▼
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

DÉLAIS DE PAIEMENT



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 1 ^º trimestre 2023	51	▲
Prix pratiqués au 4 ^º trimestre 2022	23	▼

Note : Solde d'opinion : écart entre le % des réponses « en hausse » et le % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE : PRINCIPAL FREIN À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

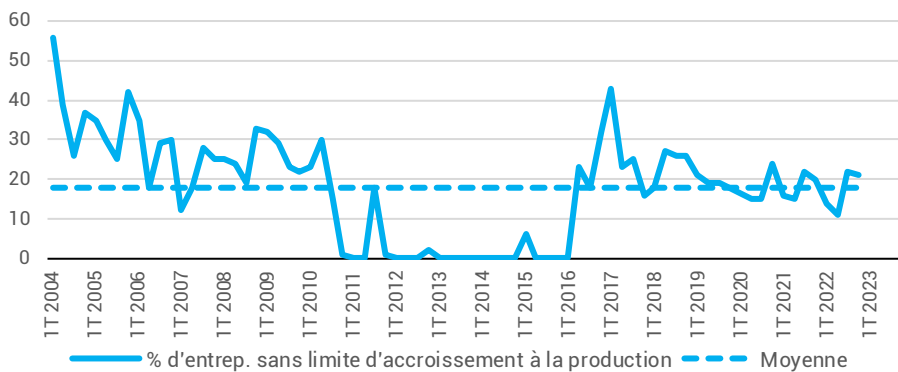
Au 4ème trimestre 2022, 21% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas voir de limites à l'accroissement de leur production, soit une proportion quasi équivalente à celle observée à la même période l'année précédente.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, la principale contrainte est liée à l'insuffisance de la demande (pour 36% d'entre elles), devant le manque de personnel (30%). A noter que les contraintes financières apparaissent moins fortes qu'au trimestre précédent, malgré un contexte fortement inflationniste.

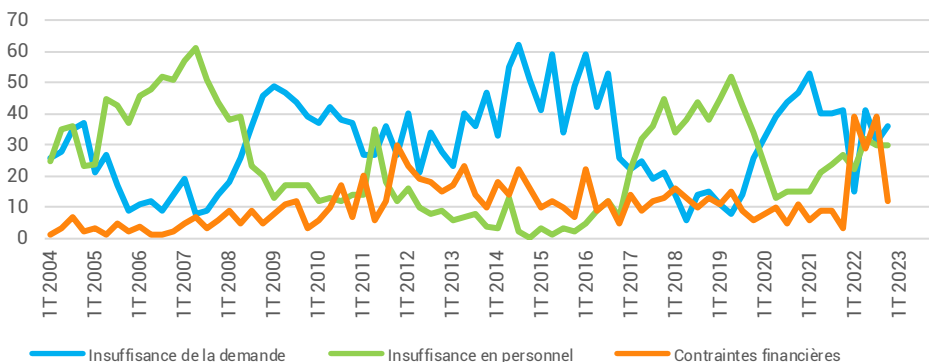
CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4 ^e trimestre 2022 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	21%	+1 pt	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	36%	-5 pts	▼
Insuffisance en personnel	30%	+3 pts	▲
Contraintes financières	12%	+9 pts	▲
Conditions climatiques	10%	+7 pts	▲
Insuffisance de matériel	11%	+10 pts	▲
Autres facteurs	5%	-1 pt	=

Part d'entreprises TP n'ayant pas de limite à l'accroissement de leur production - Unité : % d'entreprises



Contraintes limitant l'accroissement de la production - Unité : % d'entreprises



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

3

Matériaux

Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

LA PRODUCTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION POURSUIT SA BAISSÉ

La production de BPE est en baisse en décembre 2022 par rapport à décembre 2021 (359 946 m3, soit -6,0%). Le recul est encore plus important s'agissant de la production de granulats (448 kilotonnes, soit -30,7%).

En cumul sur l'ensemble de l'année 2022, les productions de BPE et de granulats diminuent par rapport à 2021, de respectivement 6% et 12,8%.

Les productions de matériaux de construction n'ont pas retrouvé les niveaux enregistrés avant la crise sanitaire. En effet, si l'on compare les chiffres de l'année 2022 avec ceux de 2019, ils sont nettement inférieurs : -17,2% pour la production de BPE et -28,1% pour ce qui est des granulats.

PRODUCTION DE BPE

EN 2022

5 360 221 m3

-6,0% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

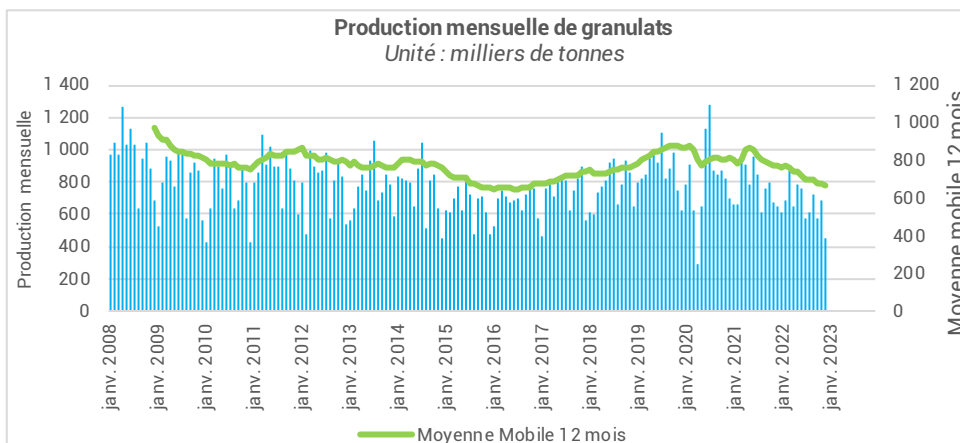
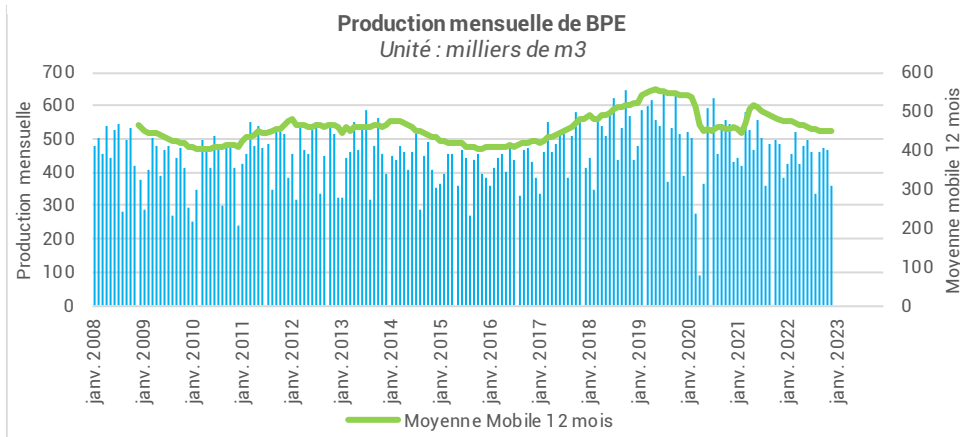
PRODUCTION DE GRANULATS

EN 2022

7 510 kt

-12,8% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en décembre 2022	359 946 m3	-6,0%	▼
Prod. de Granulats en décembre 2022	448 kt	-30,7%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE en 2022	5 360 221 m3	-6,0%	▼
Production de Granulats en 2022	7 510 kt	-12,8%	▼



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4

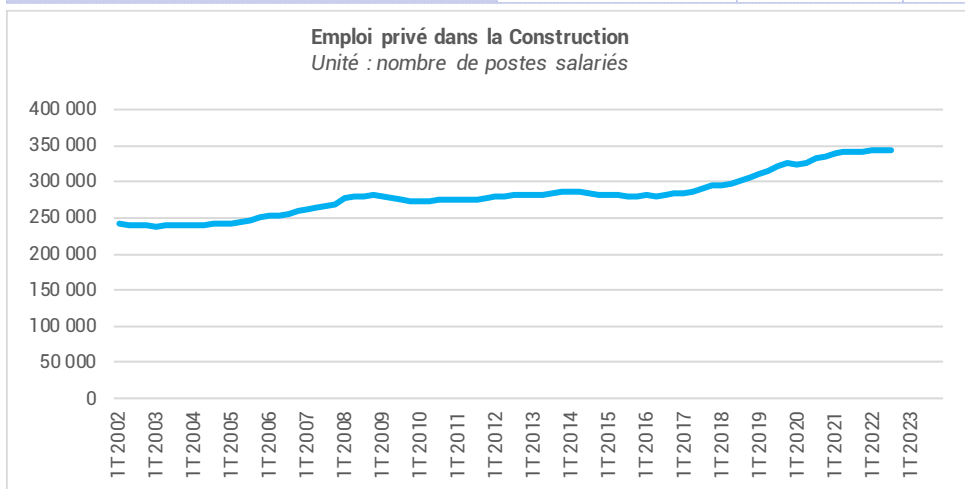
Appareil de production Emploi salarié et intérimaire

EMPLOI SALARIÉ

L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION RESTE STABLE, À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Avec près de 342 800 salariés, l'emploi reste relativement stable dans le secteur Construction en Île-de-France au 3ème trimestre 2022 par rapport au 3ème trimestre 2021 (+0,1%). En Métropole, la tendance est légèrement supérieure dans la plupart des autres régions, avec une hausse plus marquée en Bretagne notamment (2%).

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	342 760 sal.	0,1%	=



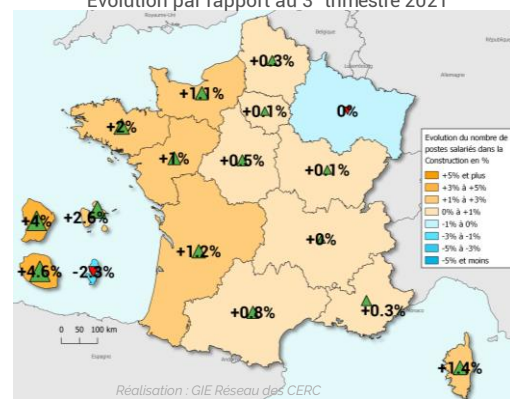
EMPLOI SALARIÉ

AU 3e TRIMESTRE 2022

342 760 salariés

+0,1% =
(ÉVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 3° trimestre 2022
Evolution par rapport au 3° trimestre 2021



Sources :

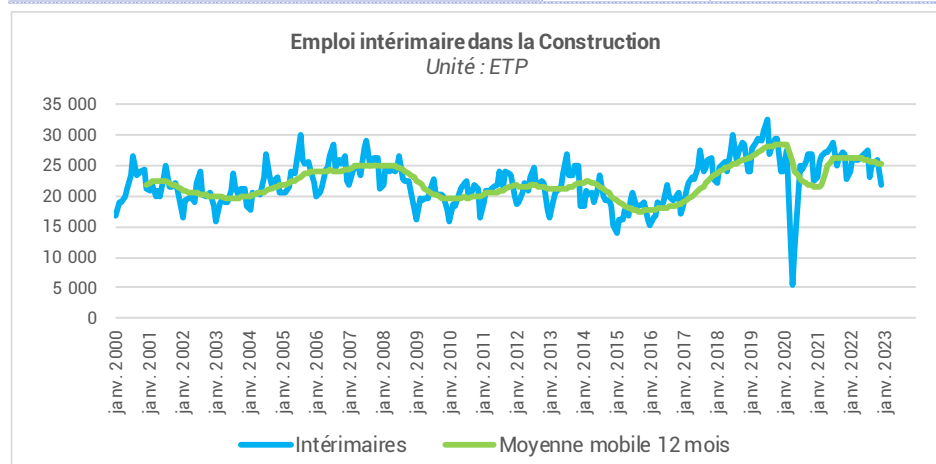
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

EMPLOI INTÉRIMAIRE

BAISSE DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES DANS LA CONSTRUCTION

En décembre 2022, 21 853 intérimaires Construction en équivalent temps plein étaient recensés en Île-de-France, soit 4,1% de moins qu'en décembre 2021. La baisse est un peu moins marquée sur l'année (-3,3% par rapport à 2021) ; elle l'est un peu plus sur une moyenne de 3 mois (-4,3%).

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2022 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2022	21 853 ETP	-4,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2022	24 493 ETP	-4,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2022	25 386 ETP	-3,3%	▼



INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2022

24 493 ETP

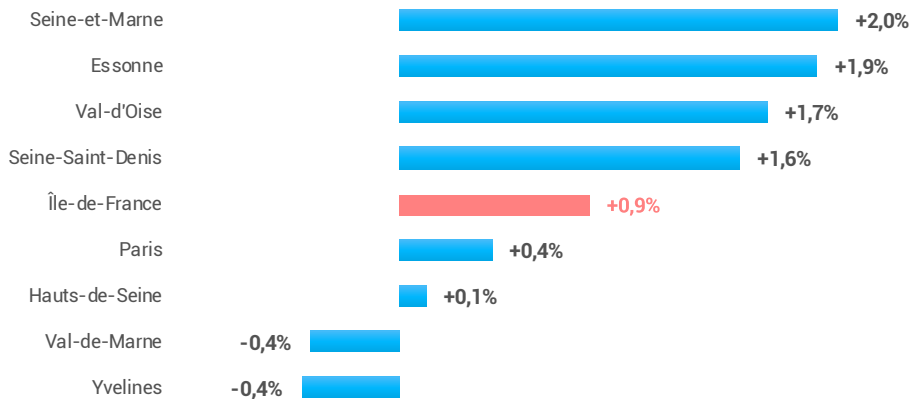
-4,3% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

DARES (données brutes – ETP)

L'emploi salarié dans les départements moyenne du 4T2021 au 3T2022 / moyenne du 4T2020 au 3T2021

Unité: % d'évolution



De faibles disparités territoriales en termes d'emploi salarié

Sur les 12 derniers mois à fin septembre 2022, l'emploi salarié dans le secteur Construction a augmenté de 0,9% en moyenne sur l'ensemble de la région Île-de-France par rapport à la même période l'année précédente.

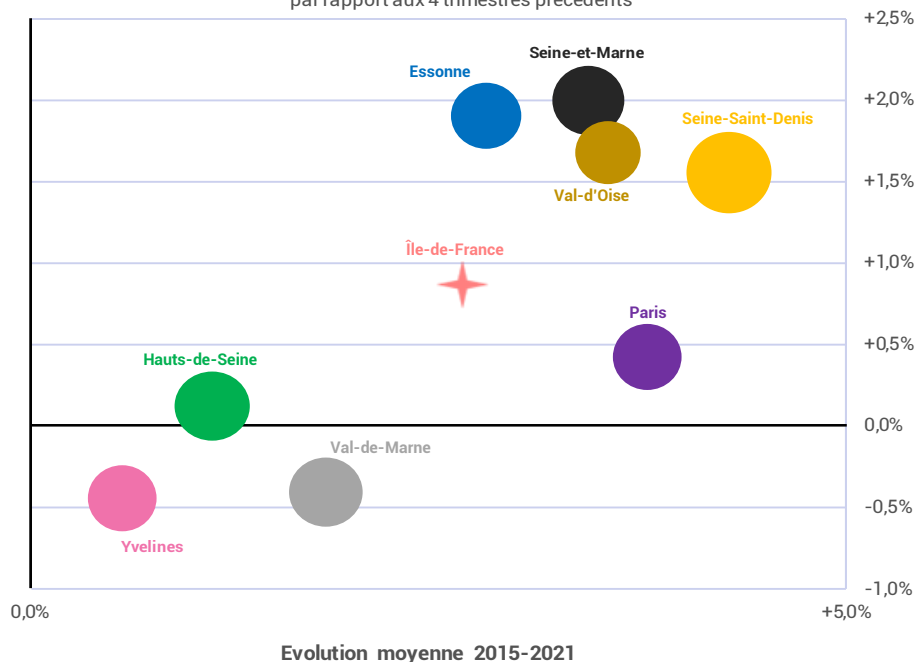
Cette tendance à la hausse s'observe sur l'ensemble des départements, excepté dans le Val-de-Marne et les Yvelines où l'emploi salarié est en légère baisse (-0,4%).

Dans les autres départements, les taux de croissance des effectifs salariés varient entre +0,1% dans les Hauts-de-Seine et +2% en Seine-et-Marne.

Cette relative homogénéité de l'évolution de l'emploi salarié observé également sur les périodes précédentes, trouve certainement son explication dans la grande mobilité géographique permise aux salariés par les infrastructures de la région Île-de-France.

L'emploi salarié Evolutions comparées courte période / longue période

Unité: % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



La comparaison des évolutions sur courte et longue périodes de l'emploi salarié par département montre que les départements qui connaissent les hausses les plus importantes sur les 12 derniers mois observés sont aussi les plus dynamiques sur longue période.

Note de lecture du graphique ci-contre :
En Seine-Saint-Denis, l'emploi salarié est en hausse de 1,6% sur les 12 derniers mois à la fin du 3^e trimestre 2022. Il est également en hausse sur longue période (2015-2021), de 4,3% en moyenne par an.
La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne du 4^e trimestre 2021 au 3^e trimestre 2022).

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

4

Appareil de production Demandes d'emploi

UNE BAISSÉ DE LA DEMANDE D'EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION QUI SE POURSUIT AU 4ÈME TRIMESTRE 2022

En Île-de-France, la demande d'emploi dans le secteur Construction diminue de nouveau au 4ème trimestre 2022 de 7,9% par rapport au 4ème trimestre 2021, avec environ 39 100 demandeurs d'emploi (DEFM de catégorie A) enregistrés. Cette baisse est cependant moins importante que celle observée dans le même temps tous secteurs d'activité confondus (-9%). La demande d'emploi dans le secteur Construction devient ainsi inférieure à son niveau d'avant la crise sanitaire (-1,9% par rapport au 4ème trimestre 2019).

Les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent 7% des demandeurs d'emploi totaux. Cet indicateur est stable par rapport au 4ème trimestre 2021.

DEMANDES D'EMPLOI AU 4e TRIMESTRE 2022

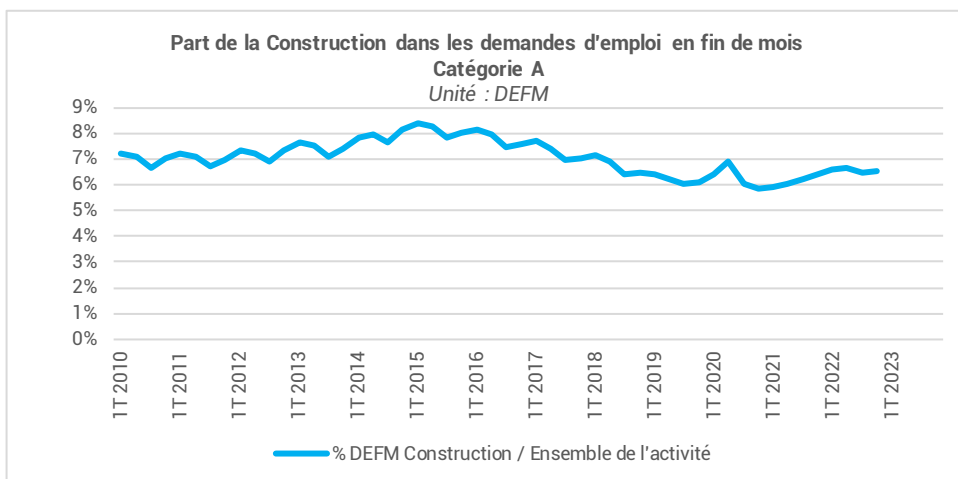
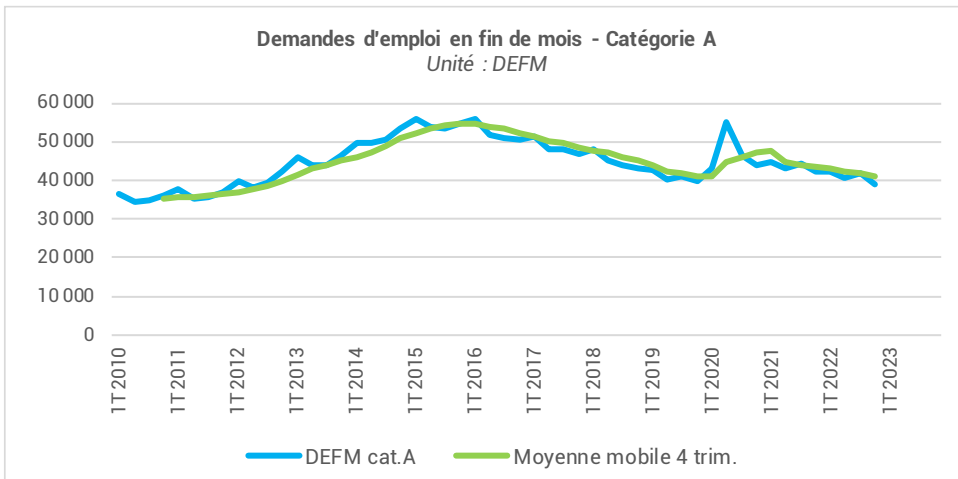
39 087 DEFM

-7,9% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2022 - Evol 1 an		
DEFM Construction	39 087 DEFM	-7,9%	▼
DEFM tous secteurs économiques	600 454 DEFM	-9,0%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail).
Données brutes

4

Appareil de production
Créations et défaillances d'entreprises

LA CRÉATION D'ENTREPRISES DANS LA CONSTRUCTION PORTÉE PAR LE RÉGIME DE LA MICRO-ENTREPRISE

Au 4ème trimestre 2022, près de 5 700 entreprises ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France. Ce chiffre est en hausse par rapport au 4ème trimestre 2021 (+19%). Cette évolution est portée par le régime de la micro-entreprise, les créations sous les autres statuts étant relativement stables (+0,8%).

Cette tendance s'observe également en cumul sur l'année 2022, avec une hausse par rapport à l'année précédente, de 11,5% tous régimes confondus et de 4% hors micro-entrepreneurs.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2022 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	5 651 créations	+19,0%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 325 créations	+0,8%	=
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	19 635 créations	+11,5%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	12 462 créations	+4,0%	▲

CRÉATION D'ENTREPRISES

AU 4e TRIMESTRE 2022

5 651 créations

+19,0% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

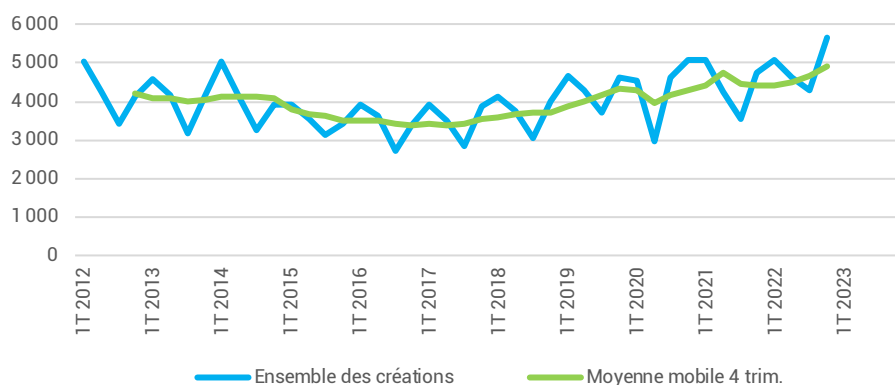
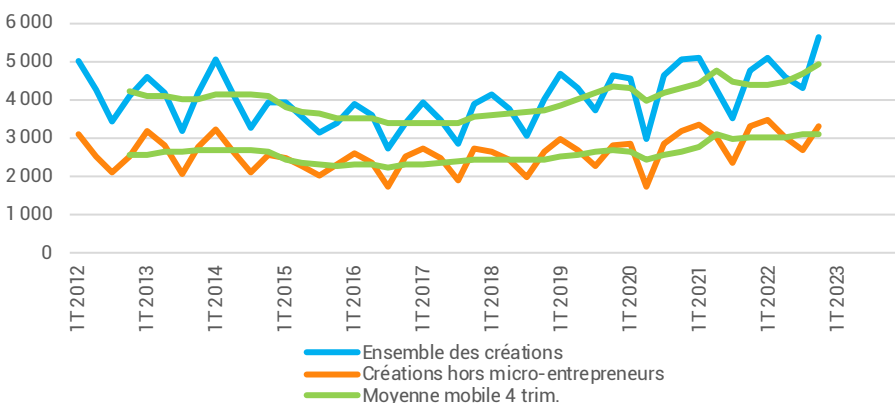
HORS MICRO-ENTREPRISES

AU 4e TRIMESTRE 2022

3 325 créations

+0,8% =

(ÉVOLUTION 1 AN)

Créations d'entreprises de la Construction
Unité : nombre d'entreprisesCréations d'entreprises de la Construction
Unité : nombre d'entreprises

Depuis le 1er janvier 2023, les formalités de création, de modification et de cessation d'activité doivent être réalisées en ligne sur le guichet des formalités des entreprises. L'utilisation de ce guichet unique dématérialisé est désormais obligatoire.

Ce changement de méthode impacte les données. Les séries sur les créations d'entreprises seront à interpréter avec prudence sur les premiers mois de 2023, des révisions pourraient avoir lieu concernant les derniers mois de 2022.

Sources :
INSEE (données brutes)

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

581 ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DÉFAILLANTES AU 4ÈME TRIMESTRE 2022

Au 4ème trimestre 2022, les défaillances enregistrées dans le secteur Construction en Île-de-France sont de nouveau en forte hausse : +40,3% par rapport au 4ème trimestre 2021. Les 581 entreprises défaillantes au cours de ce trimestre représentent près de 2 300 salariés, soit un effectif supérieur par rapport au 4ème trimestre 2021 (+34,4%).

Sur l'ensemble de l'année 2022, les indicateurs relatifs à la défaillance d'entreprises connaissent également une hausse par rapport à l'année précédente : +27,8% en nombre d'entreprises, +21% s'agissant des salariés concernés.

Le nombre de défaillances reste cependant inférieur au niveau observé avant la crise sanitaire : comparé au 4ème trimestre 2019, il est de 24,1% moindre.

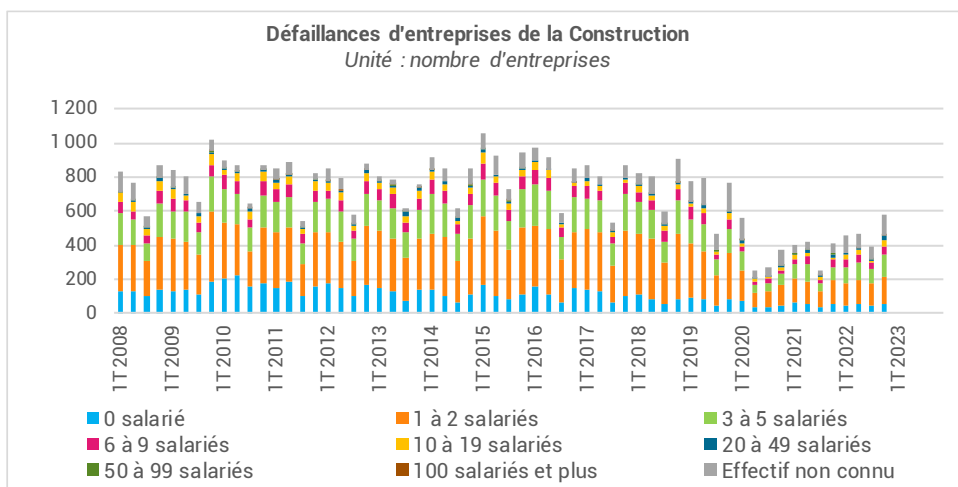
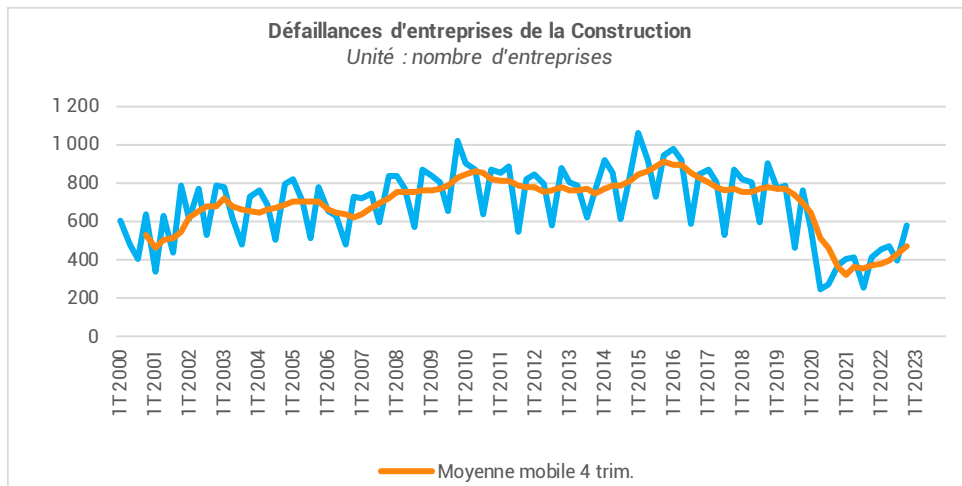
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU 4e TRIMESTRE 2022

581 défaillances

+40,3% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2022 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	581 défaillances	+40,3%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 897 défaillances	+27,8%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	2 260 salariés	+34,4%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	6 846 salariés	+21,0%	▲

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION D'ÎLE-DE-FRANCE

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : pierre_deniau@yahoo.fr

Site internet : <https://cercidf.fr/>